

Face à Trump, construire une solidarité internationale « par en bas », large et unitaire

Franck Gaudichaud et Thomas Posado

L'enlèvement de Nicolás Maduro et Cilia Flores et les bombardements du Venezuela dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier confirment une nouvelle phase agressive et meurtrière de l'impérialisme étatsunien en Amérique latine. Cette intervention s'inscrit dans la continuité d'une pression maximale mise en place contre le Venezuela, depuis le mois de septembre 2025 : 34 navires ont été coulés au large des côtes vénézuéliennes, colombiennes et mexicaines coûtant la vie à 115 personnes, l'espace aérien a été fermé aux compagnies non vénézuéliennes, cinq pétroliers ont été saisis, créant un blocus maritime contre le pays. Donald Trump ne cache pas son objectif de contrôler les ressources stratégiques du pays de Bolivar. Lors de la conférence de presse suivant l'intervention, le président états-unien a utilisé sept fois le mot pétrole, sans prononcer le mot démocratie. Cela révèle l'ordre des priorités de la Maison-Blanche ! Même si les États-Unis n'ont pas besoin de ce pétrole pour leur approvisionnement à court terme, l'accès à la première réserve mondiale prouvée (300 milliards de barils) pourrait constituer une manne de profits potentiels non négligeable pour les majors états-uniennes.

L'enjeu est aussi géostratégique dans un combat de titans face à la puissance chinoise, obsession de Washington, comme l'ont confirmé les documents de la nouvelle stratégie de sécurité nationale de la Maison-Blanche. Dans cette perspective, le président états-unien applique ce qu'il nomme fort immodestement le « corollaire Trump » à la doctrine Monroe : un interventionnisme menaçant qui rappelle le corollaire Roosevelt au début du XX^e siècle lorsque les États-Unis volaient l'indépendance de Cuba et imposaient la sécession de Panama. En effet, depuis janvier 2025, Donald Trump s'ingère dans les élections (celles de mi-mandat en Argentine, le scrutin présidentiel au Honduras), dans les procès (celui de son ancien homologue Jair Bolsonaro au Brésil), pour défendre ses vassaux d'extrême droite, force la renégociation des conventions encadrant le canal de Panamá, menace de droits de douane exorbitants la plupart des pays de la région, suspend les aides à la lutte contre le narcotrafic en Colombie pour tenter de soumettre le

président Petro, menace d'annexion ses voisins nord-américains (Canada, Groenland) et, ces derniers jours, annonce de possibles incursions militaires terrestres au Mexique au nom de la lutte contre les cartels... Cette fuite en avant guerrière s'inscrit dans la continuité d'une conception néocoloniale du continent américain. Néanmoins, les États-Unis sont désormais une puissance impériale déclinante, doublée par la Chine pour le volume des échanges commerciaux avec la plupart des États latino-américains. Ceci, tout en restant un hégémon militaro-industriel gigantesque (et d'autant plus dangereux).

Face à un impérialisme qui semble sans limites, face à la capitulation de la plupart des dirigeant-es européens et à l'impuissance manifeste des instances de régulation internationales, comme c'est d'ailleurs dramatiquement le cas avec le génocide à Gaza, la construction d'une solidarité anti-impérialiste « par en bas », des mouvements sociaux, au Nord comme au Sud, est plus que jamais nécessaire. Avec une économie exsangue, en proie à des années de sanctions illégales, s'éloignant de leurs bases sociales et en mettant en place un régime répressif et autoritaire, Nicolás Maduro – et maintenant Delcy Rodríguez – ont aussi créé les conditions de la défaite. Dans une lettre adressée à la Fédération syndicale mondiale (FSM), la Centrale unitaire des travailleurs du Venezuela (CUTV) appelle ainsi à la solidarité « *l'ensemble du mouvement syndical international de classe, soit avec les travailleurs et les peuples exploités et opprimés, et non avec les élites bureaucratiques [maduristes] qui détiennent le pouvoir* ».

En France, un large front unitaire, porté par l'intersyndicale (FSU, Solidaires, CGT), les partis de gauche, des associations comme ATTAC ou France Amérique Latine et le Collectif de solidarité internationale avec le peuple du Venezuela a été constitué. Il demande l'arrêt immédiat de l'agression militaire des États-Unis et le retrait du déploiement de force dans la Caraïbe. L'appel souligne : « *Face à tous les prédateurs, et à ceux qui laissent faire, le respect du droit des peuples à l'autodétermination doit être au cœur de nos mobilisations* » et ajoute :

« *Seul le peuple vénézuélien peut et doit décider, en toute souveraineté et sans ingérences, de son propre avenir* ». Ces actions unitaires doivent se développer partout en France, comme en Europe, en lien avec les mobilisations en cours en Amérique latine. Nous devons aussi dénoncer l'attitude honteuse du gouvernement Macron à ce propos. C'est ainsi que pourra s'exprimer la « tendresse des peuples » dans une perspective réellement internationaliste et anti-impérialiste.

Franck Gaudichaud et Thomas Posado sont enseignants-chercheurs, spécialistes de l'Amérique latine et membre de l'association France Amérique Latine (FAL).

Cet article est paru initialement dans *L'Humanité*, le 20 janvier 2026.